

Modèle d'échange de l'information du CDPISP – septembre 2019

Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) de septembre 2019.

Les renseignements contenus dans le présent document ne peuvent être communiqués sans l'approbation de l'administration membre (auteur).

ADMINISTRATION : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, gouvernement du Canada (GC)		Personne-ressource
1. Réalisations : Soulignez les principales réalisations en matière de la GI/TI, et/ou des étapes importantes réalisées dans votre administration au cours des 6 à 12 derniers mois.	Gouvernement ouvert <ul style="list-style-type: none"> Nous avons accueilli avec succès le Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) de 2019 en mai 2019 auquel ont participé plus de 2 600 personnes provenant de 115 pays. Le Sommet a comporté environ 14 séances portant sur les sujets du numérique et de la prestation de services. Leur portée allait de l'intelligence artificielle (IA) à l'application d'une chaîne de blocs dans la fonction publique. Des événements parallèles tels que la présentation de solutions d'innovation, le marathon de programmation sur les données ouvertes et les logiciels ouverts, et le Salon sur les technologies civiles étaient principalement axés sur les solutions gouvernementales. Nous avons augmenté à plus de 80 000 le nombre de jeux de données sur le portail ouvert.canada.ca et avons publié une mise à jour de la page de renvoi du portail (y compris la mise à jour du catalogue de recherche de renseignements et de données ouvertes) afin d'améliorer l'aspect et la convivialité des recherches, ainsi que la « découvrabilité » des données et des renseignements sur le site Web ouvert.canada.ca. Le Service de Demande d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) en ligne a été lancé en octobre 2018 après quatre rondes d'essais d'utilisateurs auprès des Canadiens. Ces essais ont permis aux Canadiens de fournir des commentaires sur la conception du service. Les moteurs de recherche et de recommandation sur l'intelligence artificielle ont été ajoutés avant le lancement à la suite des commentaires reçus des Canadiens, ce qui permet aux Canadiens de trouver plus facilement ce qu'ils cherchent tout en les encourageant à faire d'abord des recherches sur les demandes existantes avant de présenter une nouvelle demande. Le service a été lancé auprès de huit petites institutions, et plus de 150 institutions sont maintenant intégrées. 	Mélanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca
	Politique sur le numérique <ul style="list-style-type: none"> À la suite de l'élaboration ouverte et collaborative sur le langage de la politique avec divers intervenants, le Conseil du Trésor a approuvé en juillet 2019 la nouvelle Politique sur les services et le numérique, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2020. Elle remplacera le Cadre stratégique pour l'information et la technologie, la Politique sur la gestion de la technologie de l'information, la Politique sur la gestion de l'information, 	Sonya Read Sonya.Read@tbs-sct.gc.ca

la Politique sur les services et la Politique sur l'utilisation acceptable des dispositifs et des réseaux. La Directive sur les services et le numérique entrera en vigueur le 1^{er} avril 2020. Elle remplacera la Directive sur la gestion de la technologie de l'information, la Directive sur les rôles et responsabilités en matière de gestion de l'information et la Directive sur la tenue de documents. Ce nouvel ensemble de règles vise à :

- améliorer la gouvernance, la planification et l'établissement de rapports intégrées pour une approche organisationnelle;
 - mettre davantage l'accent sur le client et l'adaptation au numérique dans l'ensemble des services et des canaux;
 - renforcer la gestion de l'information;
 - mieux gérer et protéger les systèmes et l'information, et améliorer l'interopérabilité;
 - appuyer la capacité et les compétences de l'effectif.
- La nouvelle Politique sur les services et le numérique sera appuyée par un cadre de mesure du rendement numérique (CMRN), qui est en voie d'élaboration. Le CMRN sera conçu pour développer la capacité des ministères à travailler par voie numérique. En établissant des liens entre la gestion de l'information (GI), la technologie de l'information (TI) et le service, le CMRN fera en sorte que la maturité numérique est un élément moteur clé d'une valeur opérationnelle du ministère.
 - L'intégration de l'évaluation du rendement de la GI, de la TI et des services a été réalisée en 2019 conformément au [Cadre de responsabilisation de gestion](#). Cette nouvelle méthodologie intègre trois composantes de gestion (CG) distinctes sous un seul CG unifié, cadrant avec la [Politique sur les services et le numérique](#) du SCT.

Investissements dans le numérique

- Les [Procédures obligatoires pour les cas conceptuels relatifs aux projets numériques](#) sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2018 et forment maintenant l'annexe C de la [Politique sur la planification et la gestion des investissements](#). Cette première année de mise en œuvre visait à sensibiliser les ministères et à les aider à satisfaire aux exigences. Au cours des 14 derniers mois, 31 cas conceptuels ont été présentés pour examen.
- La nouvelle [Directive sur la gestion de projets et programmes](#) du Conseil du Trésor, qui énonce les responsabilités du dirigeant principal de l'information du Canada (DPI du GC), a été approuvée le 11 avril 2019,
- En 2019, la Division de la surveillance des investissements numériques du SCT a établi l'approche d'évaluation de la confiance dans l'exécution (ECE) qui reflète le jugement professionnel de l'équipe de supervision du projet quant à la probabilité que le projet ou le programme atteigne les résultats opérationnels escomptés, en fonction des éléments probants recueillis au cours du processus de supervision en cours et des facteurs clés de succès de la gestion du projet. Le processus d'ECE a été

Gina Smith
Gina.Smith@tbs-sct.gc.ca

Ruth Naylor
Ruth.Naylor@tbs-sct.gc.ca

élaboré à l'origine par la Direction des infrastructures et des projets (DIP) au Royaume-Uni.

Politiques sur l'information et de la protection des renseignements personnels

- Le [projet de loi C-58](#), *Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et d'autres lois en conséquence*, est entré en vigueur le 21 juin 2019. Le projet de loi confère au commissaire à l'information le pouvoir de rendre des ordonnances exécutoires aux institutions gouvernementales et met en pratique le principe « ouvert par défaut » à l'ère numérique en rendant des renseignements clés accessibles de façon proactive, sans qu'il soit nécessaire de présenter une demande.
- Nous avons publié le [Plan d'action concernant les atteintes à la vie privée](#) et un plan de travail détaillé relatif aux atteintes à la vie privée au domaine canada.ca le 4 juillet 2019.
- En janvier 2019, nous avons mobilisé la collectivité de l'AIPRP pour qu'elle élabore et mette en commun des pratiques exemplaires et des outils sur la gestion des atteintes à la vie privée.
- Nous avons élaboré un nouveau contenu sur la protection de la vie privée pour le Cours de sensibilisation à la sécurité (A230) offert par l'École de la fonction publique du Canada.
- En mars 2019, nous avons travaillé individuellement avec les institutions fédérales pour assurer des rapports plus uniformes sur les atteintes à la vie privée dans les rapports annuels au Parlement.

Politique sur la sécurité

- Approbation de la [Politique sur la sécurité du gouvernement](#) (PSG) et la [Directive sur la gestion de la sécurité](#) du Conseil du Trésor. La Politique à jour est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2019. La Directive comprend les annexes suivantes :
 - Annexe B : Procédures obligatoires relatives aux mesures de sécurité de la technologie de l'information.
 - Annexe E : Procédures obligatoires relatives aux mesures de sécurité de la gestion de l'information.
 - Annexe J : Norme sur la catégorisation de sécurité.

Gestion des talents et perfectionnement

- Par le passé, des discussions annuelles sur la gestion des talents portaient exclusivement sur des postes de DPI limités (43 organisations membres du Conseil des dirigeants principaux de l'information). En 2018-2019, le SCT a élargi la portée de la gestion des talents afin de voir au-delà des postes de DPI pour inclure les

Rita Whittle
Rita.Whittle@tbs-sct.gc.ca

David Cramm
david.cramm@tbs-sct.gc.ca

Olivia Neal
Olivia.Neal@tbs-sct.gc.ca

cadres supérieurs subalternes et les pairs en GI/TI (EX-01 à EX-03). En 2019-2020, le SCT l'a élargie davantage pour les rôles d'équivalent EX et de gestionnaire de GI/TI. Une partie de la portée accrue va au-delà de la simple évaluation des cotes de rendement (p. ex., des candidats ayant une cote de 4 ou 5 sur 5) pour les possibilités de promotion afin d'inclure les candidats qui pourraient bénéficier de la mobilité professionnelle au même niveau.

- L'ébauche des compétences numériques a été élaborée pour compléter et opérationnaliser les [normes relatives au numérique du gouvernement du Canada](#), ce qui aidera à inculquer les compétences requises (p. ex., les connaissances, les aptitudes, les capacités et d'autres attributs comme les traits) pour favoriser un gouvernement plus numérique.

Changement numérique

- Dans le cadre de son travail visant à mieux socialiser et à renforcer l'importance du gouvernement numérique, le SCT a créé une section spéciale sur [canada.ca](#) pour le [gouvernement numérique](#).
- En septembre 2018, la ministre du Gouvernement numérique a annoncé les [normes relatives au numérique du gouvernement du Canada](#). Ces normes permettent d'établir dans quelles mesures les fonctionnaires doivent travailler différemment à l'ère numérique. Veiller à ce que les utilisateurs et leurs besoins soient au cœur des services, des programmes et des activités, et à ce que le GC tire profit des technologies et des méthodes numériques en vue de fournir aux Canadiens les services de haute qualité auxquels ils s'attendent. Les normes ont été intégrées dans le cadre de l'ensemble d'instruments de politique de la [Politique sur les services et le numérique](#) et sont tenus compte dans le [Plan stratégique des opérations numériques de 2018 à 2022](#) (décembre 2018), la troisième itération du plan qui établit et donne une idée de l'orientation numérique du gouvernement.
- Le GC a lancé l'Académie du numérique du Canada à l'École de la fonction publique du Canada afin de doter les fonctionnaires des compétences dont ils ont besoin pour travailler dans un environnement numérique. Ouverte par défaut et collaborative de par sa nature, l'Académie rassemble des collaborateurs de divers ordres de gouvernements et des secteurs privés et sans but lucratif afin de faire progresser la compréhension du numérique dans l'ensemble du gouvernement. L'Académie numérique a mis à l'essai des cours sur l'IA et l'apprentissage machine qui comprenaient une expérience pratique de l'élaboration et de l'utilisation d'algorithmes pour apprendre des données et faire des prédictions ou prendre des décisions fondées sur celles-ci. Les 60 apprenants ont consacré environ 80 heures pour la formation en classe, l'enseignement et les ateliers organisés par des instructeurs invités de tous les ordres de gouvernements, du secteur privé et du milieu universitaire.

Natalie McGee
Natalie.McGee@tbs-sct.gc.ca

Imraan Bashir
Imraan.Bashir@tbs-sct.gc.ca

Planification stratégique intégrée

- Services partagés Canada a rendu publics les services d'informatique en nuage publics offerts au GC en 2017 en octroyant des contrats à de grands fournisseurs de services en nuage. Depuis lors, plus de 60 ministères ont commencé à l'utiliser des services d'informatique en nuage publics dans le cadre de leur prestation des services de la TI, en élargissant l'utilisation de ces services d'informatique en nuage des sites Web et de la recherche scientifique à la prestation de programmes, comme les contrôles frontaliers ou l'avenir des retenues sur la paye. En 2018, les deux ministères se sont engagés à migrer leurs applications hébergées dans des installations de centres de données vieillissantes à risque pour les services d'informatique en nuage publics. Cette migration permettra non seulement de mettre hors service les anciens centres de données, mais aussi de réduire la gestion coûteuse des actifs et de la mise à niveau continue à l'avenir.
- En 2019, le GC s'est engagé à effectuer la migration de son ancien système de courriel vers une suite de communications numériques en nuage moderne et publique qui comprend également des téléconférences, des vidéoconférences, des messages instantanés, le partage de fichiers et plus encore pour appuyer un service public mobile et branché.
- La nouvelle plateforme d'approvisionnement électronique de Services publics et Approvisionnement Canada tirera parti de la solution d'informatique en nuage, tandis que le projet de la Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) (GCRA) fait passer la deuxième source de revenus du GC à un paradigme entièrement numérique de gestion des recettes en mettant en œuvre des systèmes organisationnels normalisés de l'industrie dans un nuage du GC. Ce logiciel en nuage en tant que solution de service intégré est d'abord organisationnel pour le GC.

Cybersécurité

- Le Sous-comité de la gestion de l'identité, ayant une représentation de toutes les administrations canadiennes, est parvenu à un consensus sur la première version du cadre de confiance pancanadien (CCP), le cadre de règles qui sous-tendra cet écosystème d'identité numérique, et le GC continue de collaborer avec le Digital ID and Authentication Council of Canada pour harmoniser davantage les perspectives des secteurs public et privé en un seul cadre de règles.

Canada dans le Groupe numérique 9 (D9)

- Au sein du [D9](#), le Canada a dirigé l'élaboration des [principes directeurs de l'IA](#), qui ont été adoptés par tous les membres du groupe en novembre 2018 et qui sont appuyés par les efforts d'un groupe de travail mis sur pied pour créer une trousse d'outils comportant des ressources ouvertes sur l'adoption d'une IA responsable et

Mark Levene
Mark.Levene@tbs-sct.gc.ca

Lauren Hunter
Lauren.Hunter@tbs-sct.gc.ca

Jacquie Manchevsky
Jacquie.Manchevsky@tbs-sct.gc.ca

	<p>éthique. Ces principes et ces documents de soutien fournissent un cadre éthique pour l'utilisation de l'IA par les gouvernements, une approche qui est reflétée dans la Directive sur la prise de décisions automatisée du GC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs pays membres du D9, dont l'Uruguay et le Mexique, ont adopté l'évaluation de l'incidence algorithmique du Canada et l'intégration de l'outil dans leurs contextes locaux. <p>Recrutement numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • À l'automne 2018, le gouvernement du Canada a lancé un projet-pilote local, le Nuage de talents, qui vise à faciliter le processus d'embauche de talents pour des possibilités axées sur des projets. La plateforme est actuellement utilisée pour embaucher des employés nommés pour une période déterminée qui ont des avantages sociaux pour des postes dans le domaine de la conception numérique, de la technologie et de l'expérience utilisateur. Le but du projet est d'ultimement réduire le temps nécessaire à l'embauche à 30 jours (de l'annonce d'emploi à la lettre d'offre). <p>RH et paye de la prochaine génération (ProGen)</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'équipe ProGen tient des conversations itératives avec l'industrie et les intervenants pour comprendre les besoins de fonctionnaires et des solutions correction de cap disponible au système de paye Phénix. Toutes les solutions étudiées doivent répondre aux normes relatives au numérique du GC. L'équipe ProGen a mobilisé plus de 3 000 fonctionnaires jusqu'à maintenant et s'est engagée à travailler ouvertement, dans la mesure du possible. Cette ouverture a été rendue possible grâce à l'élaboration d'un site Web public pour partager les principaux jalons et les mises à jour importants, en publiant des documents et en tirant parti des médias sociaux et des plateformes du GC comme Twitter et GCpédia pour créer un dialogue ouvert avec les fonctionnaires, les agents négociateurs et les Canadiens sur l'avenir des RH et de la paye au GC. 	
<p>2. Priorités : Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme principale priorité ou initiative sur la GI/TI au cours des 12 à 36 prochains mois.</p> <p><i>Le CDPISP s'intéresse particulièrement à</i></p>	<p>Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ajouter des visualisations aux jeux de données de grande valeur. En nous appuyant sur des outils tels que Cartes ouvertes et InfoBase du GC, nous mettrons en évidence un outil de visualisation créé par la Commission de la fonction publique. • Améliorer la page Proposez un jeu de données sur le site ouvert.canada.ca pour mettre en évidence les mesures prises par les organisations à l'égard des jeux de données demandés. • Mettre en œuvre des engagements figurant dans le Plan d'action national du GC pour un gouvernement ouvert de 2018 à 2020, y compris ceux touchant le gouvernement ouvert convivial, le gouvernement et les services numériques). 	<p>Mélanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p>

l'information des administrations dans les domaines suivants :

- **Gouvernement numérique**
- **Cybersécurité**
- **Gestion des talents des DPI**

- Collaborer avec les provinces et les territoires (par l'intermédiaire du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada) afin de normaliser les jeux de données de grande valeur destinés à être diffusés en priorité dans l'ensemble des secteurs de compétence.
- Élargir le service fédéré de données ouvertes afin d'inclure deux provinces et deux municipalités.
- Entreprendre une demande de renseignements et une demande de propositions pour établir un mécanisme de passation de marchés pour un logiciel de traitement des demandes d'accès à l'information et aux renseignements personnels; les provinces et les territoires pourraient tirer parti de ce mécanisme de passation de marchés. La cible est le printemps 2020.

Gestion des talents et perfectionnement

- Continuer de tirer profit des données organisationnelles sur les cadres afin de déterminer les candidats possibles à des possibilités de planification de la relève et de mobilité professionnelle en fonction de nombreux facteurs tels que le placement dans le tableau des talents, les cotes de la gestion du rendement, ainsi que le potentiel et la disposition à un changement de poste.
- Le travail se poursuit en partenariat avec l'Académie numérique de l'École de la fonction publique du Canada et d'autres organismes (p. ex., [l'Institut pour les DPI de l'Université d'Ottawa](#)) pour essayer de faire en sorte qu'une lentille d'apprentissage axée sur les compétences soit appliquée aux initiatives et aux documents d'apprentissage et de perfectionnement.

Cybersécurité

- Exploration d'un partenariat avec d'autres organismes du gouvernement fédéral pour élaborer conjointement un programme de développement de la cybersécurité.
- Le SCT, en partenariat avec le Sous-comité de la gestion de l'identité (SCGI), continuera de travailler à l'élaboration et à l'adoption du profil du CCP du secteur public. Ce travail comprend l'officialisation du processus d'évaluation, des communications et de la mobilisation (l'infographie). Le SCT maintiendra une relation de collaboration avec le Digital Identity Authentication Council of Canada conformément aux modalités de la lettre d'intention signée en 2016. Voici les prochaines étapes :
 - intégrer l'organisation vérifiée et la relation vérifiée dans le CCP général;
 - continuer le processus d'évaluation du CCP avec les provinces et territoires;
 - tirer parti de la recherche sur les technologies et les normes émergentes de sources ouvertes qui peuvent compléter ou influencer l'élaboration du CCP. ce qui comprend les organes de normalisation et fondations comme W3C, Hyperledger et Decentralized Identity Foundation;

David Cramm
[david.cramm@tbs-](mailto:david.cramm@tbs-sct.gc.ca)
[sct.gc.ca](mailto:david.cramm@tbs-sct.gc.ca)

Imraan Bashir
Imraan.Bashir@tbs-sct.gc.ca

Sonya Read
Sonya.Read@tbs-sct.gc.ca

- Continuer de favoriser l'engagement et l'intérêt internationaux à l'égard du CCP et de l'approche canadienne à l'égard de l'identité numérique (le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Banque mondiale et D9).

Politique sur le numérique

- Mettre en œuvre de la [Politique sur les services et le numérique](#) et projet-pilote du CCP avec certains ministères.
- Effectuer l'exercice d'examen législatif en cours pour faire ressortir les obstacles à une prestation de services intégrée, transparente et en ligne de bout en bout.

Adaptation au numérique

- Le gouvernement du Canada appuie la vision de services omnicanaux UnGC, où les citoyens peuvent accéder à n'importe quel service gouvernemental par voie numérique, sur n'importe quelle plateforme, en se servant de n'importe quel appareil, et par l'intermédiaire d'un partenaire quelconque. Il s'efforce actuellement de faire avancer les technologies habilitantes dans le gouvernement dans le but de concrétiser la vision et d'établir des partenariats avec des membres de l'industrie qui ont mis cette vision en pratique.

Investissement dans le numérique

- Améliorer l'analyse des problèmes en utilisant des cas conceptuels pour cerner les problèmes ou les possibilités que les ministères du GC cherchent à résoudre ou les possibilités à cet égard.
- Continuer l'évolution du processus d'évaluation de la confiance dans l'exécution. Utiliser les données recueillies dans le cadre de la fonction de surveillance des projets numériques pour cerner les tendances et éclairer la prise de décisions.
- Accroître la sensibilisation au nouveau rôle du dirigeant principal de l'information du Canada (DPI du GC) lorsque des examens indépendants sont commandés ou que l'annulation du projet est recommandée par le DPI du GC.

Politiques sur l'information et de la protection des renseignements personnels

- Engagement complet de la *Loi sur l'accès à l'information* : Le projet de loi C-58 engage le gouvernement à commencer un examen complet d'ici juin 2020.
- Mettre à jour l'ensemble des politiques sur l'accès à l'information et fournir des conseils pour refléter les modifications apportées à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* à la suite du projet de loi C-58.

Owen Teo

Owen.Teo@tbs-sct.gc.ca

Gina Smith

Gina.Smith@tbs-sct.gc.ca

Ruth Naylor

Ruth.Naylor@tbs-sct.gc.ca

Natalie McGee

Natalie.McGee@tbs-sct.gc.ca

	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer le travail en vue du renouvellement des lois sur la protection des renseignements personnels à l'ère numérique. Rédiger et publier des outils et une orientation afin d'appuyer l'application uniforme de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>, de son règlement et des politiques connexes dans l'ensemble du gouvernement fédéral. <p>Planification stratégique intégrée</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Plan stratégique des opérations numériques (PSON) a été publié en décembre 2018. Cet automne, les mesures stratégiques figurant à l'annexe A sera mise à jour afin de s'harmoniser avec les progrès et l'orientation courants. 	
<p>3. <u>Difficultés et besoins</u> : Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.</p>	<p>Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT demande l'aide du CDPISP afin de favoriser le renforcement des capacités et la collaboration la mise à l'échelle du projet-pilote fédéré de recherche de données ouvertes. Le SCT demande l'aide du CDPISP pour favoriser le dialogue avec les administrations pour l'élaboration d'un nouveau programme local du PGO plus durable afin de faire progresser les innovations et les réformes en matière de gouvernement ouvert à l'échelle locale. <p>Gestion des talents et perfectionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT aimerait communiquer les défis et les enjeux, et obtenir des pratiques exemplaires propres concernant le recrutement et le maintien en poste, propres aux fonctions de volet de travail en demande (p. ex., la cybersécurité, l'architecture intégrée et l'IA). Le SCT souhaite apprendre ce que les autres administrations font en ce qui concerne le développement des talents numériques. Par exemple, les modèles de compétences qui existent et la manière dont ils sont mis à profit – pour l'apprentissage et le perfectionnement au départ, suivis par le recrutement et la gestion du rendement. <p>Politique sur le numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT aimerait recevoir des renseignements sur la manière dont d'autres administrations évaluent le rendement « numérique ». Le SCT cherche à obtenir des renseignements auprès d'autres administrations au sujet des répercussions et des coûts liés à la mise en œuvre de la norme WCAG 2.1 ou EN301-549. 	<p>Mélanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p> <p>David Cramm david.cramm@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Sonya Read Sonya.Read@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Owen Teo Owen.Teo@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Imraan Bashir</p>

	<ul style="list-style-type: none"> Le SCT cherche également des exemples de façons uniques de surveiller les investissements dans les projets numériques à l'échelle provinciale, en particulier les fonctions de surveillance qui comprennent l'utilisation d'outils d'analyse prévisionnelle des projets (APP). <p>Politiques sur l'information et de la protection des renseignements personnels</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT aimerait continuer d'échanger de l'information sur les initiatives législatives afin de moderniser la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>. Le SCT aimerait travailler de concert avec le Sous-comité sur la protection de la vie privée du CDPISP et du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et le Commissariat à la protection de la vie privée afin de relever des possibilités de rationaliser les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée. <p>Planification stratégique intégrée</p> <ul style="list-style-type: none"> Un livre blanc décrivant l'orientation de l'architecture intégrée nécessaire pour que le gouvernement du Canada réalise la stratégie numérique et modernise son environnement de la technologie de l'information est en voie de rédaction. Le SCT aimerait obtenir des commentaires du CDPISP sur le livre blanc. Les mises à jour des normes architecturales du GC comprendront des améliorations à l'information actuelle et l'ajout de nouvelles normes pour inclure des éléments comme les sources ouvertes, Une fois suffit, la TI verte, l'accessibilité, l'IA, la protection des renseignements personnels, la sécurité et le genre X. Le SCT en est actuellement à la phase de collecte jusqu'à la fin de septembre 2019. Le SCT aimerait recevoir des commentaires du CDPISP sur les modifications qui ont été recueillies à ce jour (disponibles ici). 	
<p>4. Sujets d'intérêt :</p> <p>Veuillez cerner des sujets d'intérêt pour votre administration en prévision des prochaines réunions et téléconférences du CDPISP.</p>	<p>Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutien des progrès dans le gouvernement ouvert à tous les niveaux du gouvernement en ce qui concerne la transition politique. Travail des gouvernements visant à tenir compte des voix des collectivités marginalisées ou sous-représentées dans les processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions. <p>Gestion des talents et perfectionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT aimerait explorer l'utilisation de l'analyse de données sur le plan de la gestion stratégique des RH pour le recrutement et d'autres fins. <p>Politique sur le numérique</p>	<p>Mélanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p> <p>David Cramm david.cramm@tbs-sct.gc.ca ct.gc.ca</p> <p>Sonya Read</p>

	<ul style="list-style-type: none">• Le SCT serait heureux de discuter de son cadre de mesure du rendement numérique à une réunion ultérieure.	Sonya.Read @tbs-sct.gc.ca
--	---	---